



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

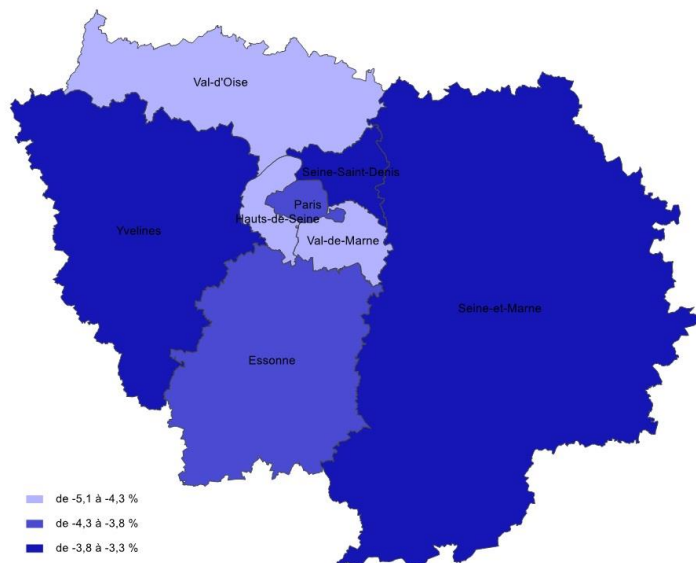
SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

4^e trimestre 2021

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C
entre le 3^e trimestre 2021 et le 4^e trimestre 2021 (en %, données CVS-CJO)



- En Île-de-France, au 4^e trimestre 2021, le nombre de demandeurs d'emploi diminue fortement par rapport au 3^e trimestre 2021 en catégorie A (-5,7 %) et en catégories A, B, C (-4,0 %).
- Le taux de chômage est stable au 3^e trimestre 2021, à 7,6 % de la population active.
- L'emploi salarié gagne 0,7 % au 3^e trimestre 2021.
- L'activité partielle diminue fortement entre le 3^e et le 4^e trimestre 2021.
- Le nombre d'emplois menacés par des PSE ou des RCC augmente par rapport au 3^e trimestre 2021.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production a affecté la qualité des remontées d'information de Pôle emploi sur les variables du métier et de la qualification de l'emploi recherché. Dans l'attente d'un correctif, les statistiques consacrées aux métiers en tensions et aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont plus commentées.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- La prochaine publication sera disponible en mai 2022 et portera sur le premier trimestre 2022. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Page 7-8 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 10 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 11 : Les demandeurs d'emploi de longue durée
et ceux ayant des droits au RSA

Page 12 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 13 : Le taux de chômage

Emploi

Page 14 : Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi

Page 15 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 16 : L'activité intérimaire

Page 17 : L'emploi salarié

Page 18 : L'emploi salarié par secteur

Tensions sur le marché du travail

Page 19 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Accompagnement des mutations économiques

Page 20 : Les demandes d'activité partielle

Page 21 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE)
et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 994 110 en moyenne sur le quatrième trimestre 2021. Parmi eux, 659 660 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

Le recul de la demande d'emploi en catégorie A se prolonge au même rythme au quatrième trimestre (-5,7 %, soit -12,6 % sur l'année 2021). Les demandeurs d'emploi franciliens restent, toutefois, plus nombreux qu'à la veille de la crise sanitaire, à la différence des demandeurs nationaux.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à cette baisse, sur le trimestre comme sur l'année, sont ceux de la communication, information, art et spectacle.

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi diminue très nettement (-4,0 % sur le trimestre et -6,1 % sur l'année), en particulier pour les demandeurs de moins de 25 ans (-7,5 % sur le trimestre et -13,3 % sur l'année).

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée reste orienté à la baisse au quatrième trimestre 2021 (-4,4 %, soit -3,9 % sur l'année), après une progression continue du premier trimestre 2020 au deuxième trimestre 2021.

Le taux de chômage au sens du BIT est stable au troisième trimestre 2021, à 7,6 % de la population active (7,9 % en France métropolitaine).

Emploi

La croissance du nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi est très forte au quatrième trimestre 2021 (+19,0 % pour l'ensemble des offres et +22,1 % pour les offres durables).

Au troisième trimestre 2021, le nombre de déclarations préalables à l'embauche est d'environ 1,9 million en Île-de-France, soit 30,8 % de plus qu'au troisième trimestre 2020.

L'emploi intérimaire augmente au troisième trimestre (+5,1 % après +1,2 %) et se rapproche de son niveau d'avant-crise.

Au troisième trimestre 2021, l'emploi salarié est porté par les services marchands hors intérim et gagne 0,7 % par rapport au deuxième trimestre (+0,8 % dans le secteur privé et +0,3 % dans le secteur public).

Tensions sur le marché du travail

Le marché du travail francilien enregistre 51 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au quatrième trimestre 2021. C'est plus qu'au trimestre précédent (40).

Accompagnement des mutations économiques

Au quatrième trimestre 2021, environ 24 500 autorisations d'activité partielle ont été accordées. Elles correspondent à un volume d'heures de travail autorisées à être chômées de 333 millions.

Au quatrième trimestre 2021, 39 plans de sauvegarde de l'emploi et 13 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. 8 700 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région (32 300 sur l'ensemble de l'année).

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 4^e trimestre 2021

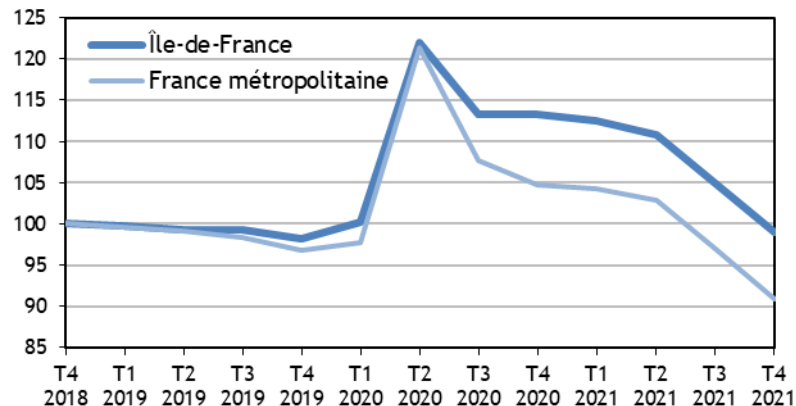
Le recul du nombre de demandeurs d'emploi franciliens s'accroît au quatrième trimestre 2021 : -5,7 % en catégorie A et -4,0 % en catégories A, B, C (contre respectivement -6,2 % et -3,8 % en France métropolitaine). La baisse atteint -18,9 % en catégorie A depuis le deuxième trimestre 2020.

Sur l'année, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue moins nettement en Île-de-France (-12,6 %) qu'au niveau national (-13,2 %). En revanche, la baisse en catégories A, B, C est quasi identique entre la région (-6,1 %) et la France métropolitaine (-6,0 %).

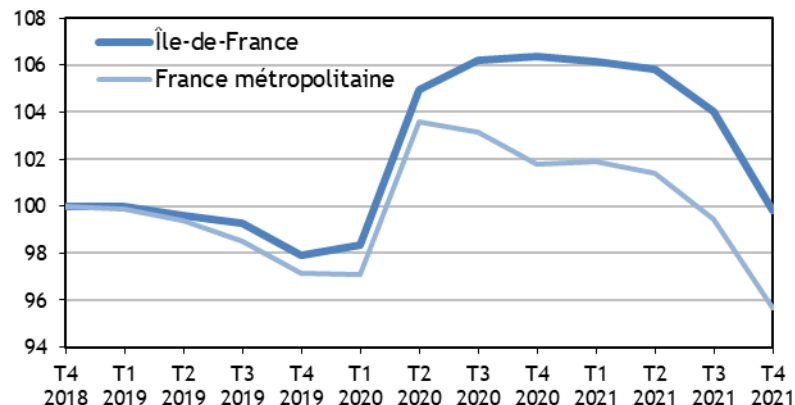
En croissance depuis le premier trimestre 2020, le nombre de demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en raison notamment d'une formation (catégorie D), diminue fortement sur le trimestre (-12,9 %) mais reste en forte progression sur l'année (+24,6 % contre +6,3 % en France métropolitaine).

4 ^e trimestre 2021	Île-de-France	France métro.	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	659 660	3 101 770	-5,7	-6,2	-12,6	-13,2
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	994 110	5 368 230	-4,0	-3,8	-6,1	-6,0

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A
(données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trimestre 2018)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C
(données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trimestre 2018)



Demande d'emploi et chômage

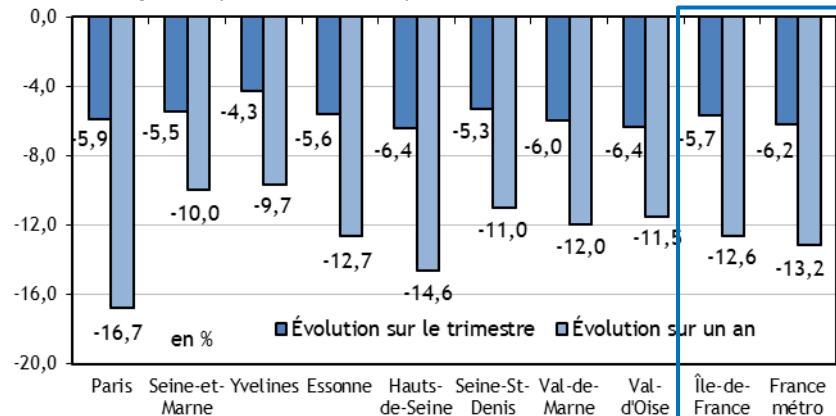
Les demandeurs d'emploi par département au 4^e trimestre 2021

Le nombre de demandeurs d'emploi diminue dans l'ensemble des départements de la région. Sur le trimestre, les Hauts-de-Seine profitent de la baisse la plus prononcée en catégories A, B, C (-5,1 %).

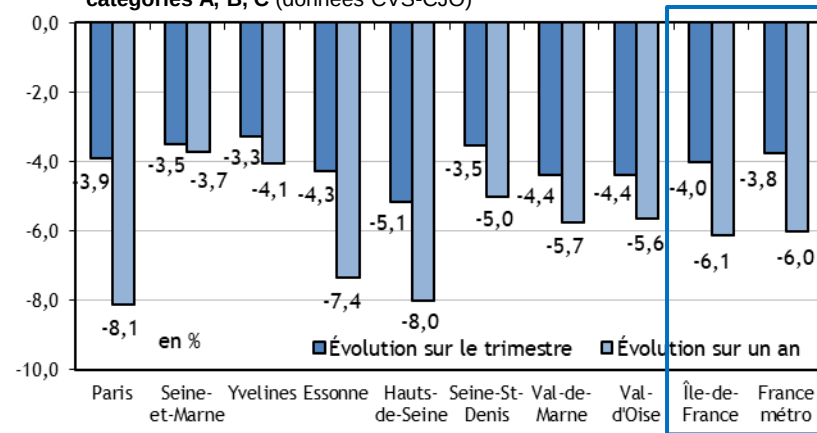
Sur l'année, Paris et les Hauts-de-Seine se détachent assez nettement avec des baisses plus fortes qu'au niveau national (respectivement -8,1 % et -8,0 % en catégories A, B, C). La Seine-et-Marne et les Yvelines enregistrent les diminutions les moins prononcées de la région en catégorie A (respectivement -10,0 % et -9,7 %), comme en catégories A, B, C (respectivement -3,7 % et -4,1 %).

Données CVS-CJO 4 ^e trimestre 2021	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	122 350	-5,9	-16,7	195 310	-3,9	-8,1
Seine-et-Marne	69 000	-5,5	-10,0	106 470	-3,5	-3,7
Yvelines	66 600	-4,3	-9,7	100 410	-3,3	-4,1
Essonne	58 390	-5,6	-12,7	89 950	-4,3	-7,4
Hauts-de-Seine	78 800	-6,4	-14,6	116 060	-5,1	-8,0
Seine-St-Denis	119 100	-5,3	-11,0	172 330	-3,5	-5,0
Val-de-Marne	74 210	-6,0	-12,0	109 050	-4,4	-5,7
Val-d'Oise	71 210	-6,4	-11,5	104 520	-4,4	-5,6
Île-de-France	659 660	-5,7	-12,6	994 110	-4,0	-6,1
France métro.	3 101 770	-6,2	-13,2	5 368 230	-3,8	-6,0

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en
catégorie A (données CVS-CJO)

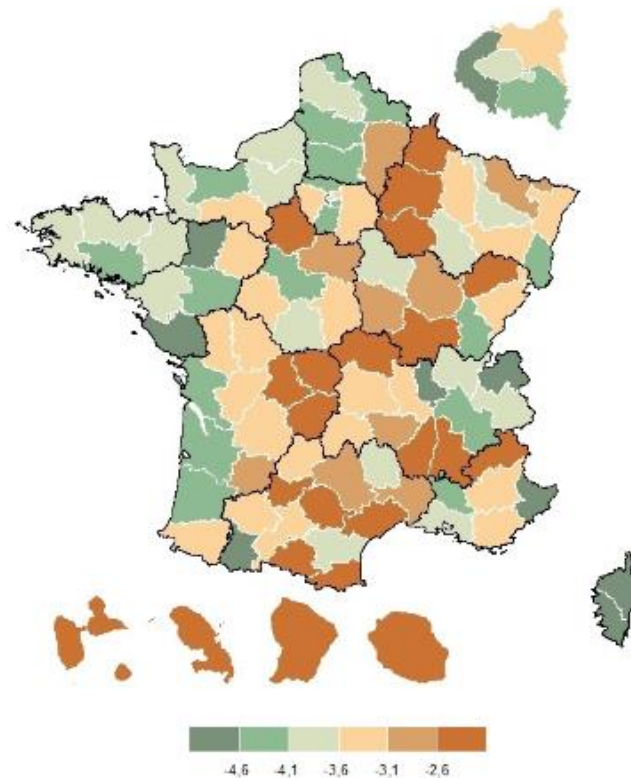


Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en
catégories A, B, C (données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département
entre le 3^e trimestre 2021 et le 4^e trimestre 2021 (en %, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

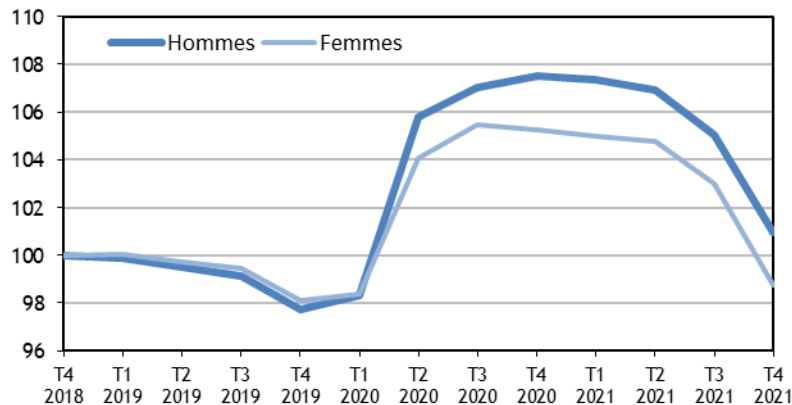
Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 4^e trimestre 2021 (catégories A, B, C)

Entre le troisième et le quatrième trimestre 2021, la diminution de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C est un peu plus forte pour les femmes (-4,1 %) que pour les hommes (-3,9 %).

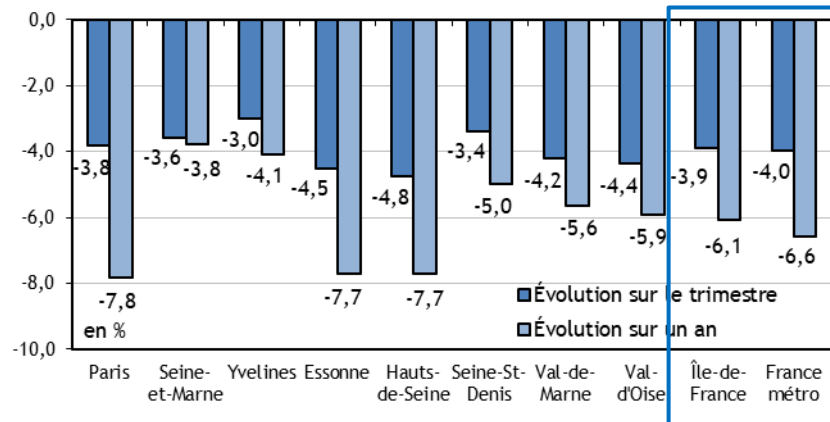
Sur un an, l'évolution de la demande d'emploi des hommes (-6,1 %) est très proche de celle des femmes (-6,2 %). En France métropolitaine, l'évolution est, par contre, plus favorable aux hommes (-6,6 % contre -5,5 % pour les femmes).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe

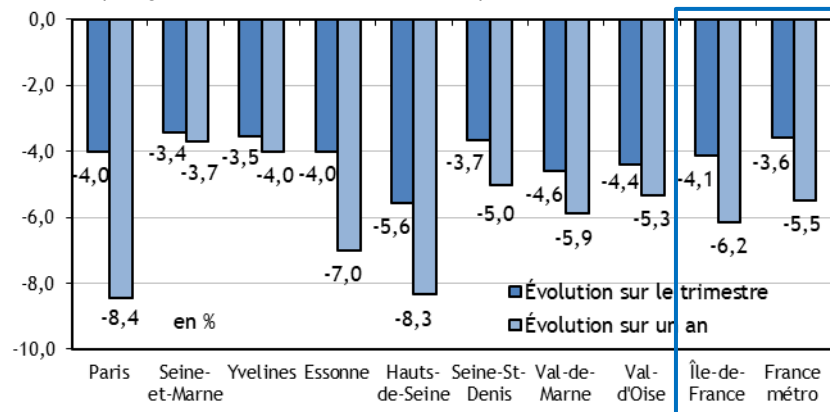
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trim. 2018)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 4^e trimestre 2021 (catégories A, B, C)

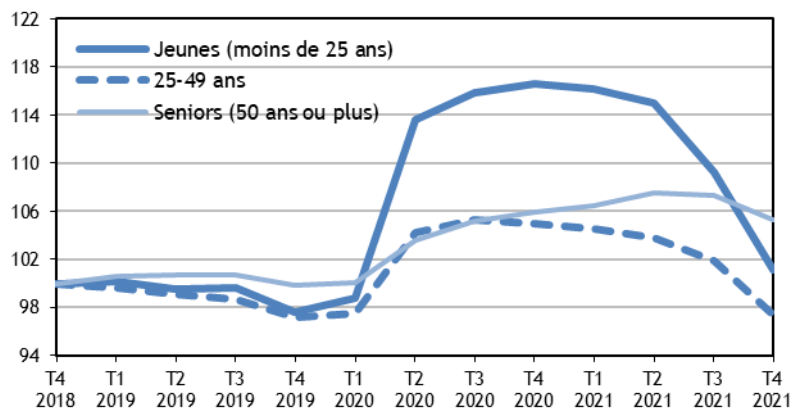
Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens de moins de 25 ans reste en fort recul au quatrième trimestre 2021 et atteint 93 420 en catégorie A, B, C (-7,5 %, soit -13,3 % sur l'année).

Le nombre des demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans reste également en baisse sur le trimestre (-4,4 %, soit -7,3 % sur l'année).

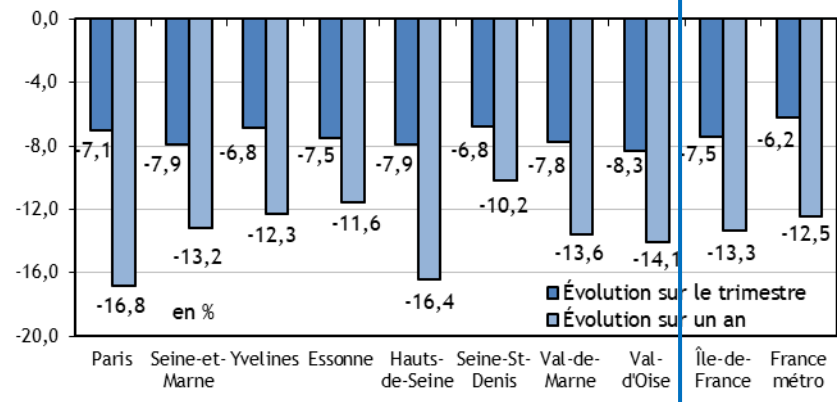
Les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus sont les plus affectés par la crise sanitaire (-1,9 % sur le trimestre, -0,6 % sur l'année, +5,5 % depuis le quatrième trimestre 2019). Ils sont 278 530 en moyenne au quatrième trimestre 2021.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

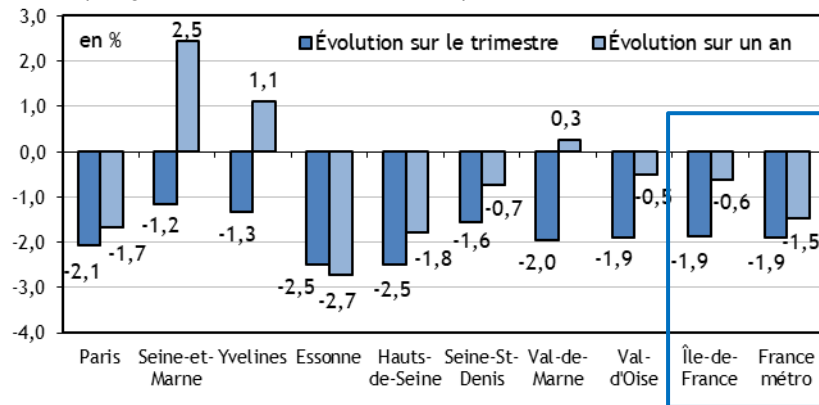
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trim. 2018)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 4^e trimestre 2021

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus reste orienté à la baisse au quatrième trimestre 2021 (-4,4 % après -2,9 % au trimestre précédent), après une progression continue depuis le premier trimestre 2020. Ces demandeurs représentent près de la moitié des demandeurs d'emploi en Île-de-France (49,3 %).

Au troisième trimestre 2021, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit 314 jours à Pôle emploi. C'est 42 jours de moins qu'au deuxième trimestre 2021*.

En baisse de 0,7 point sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits payables au RSA en Île-de-France s'établit à 13,8 % au quatrième trimestre 2021. Elle varie de 11,0 % en Essonne à 16,8 % en Seine-Saint-Denis.

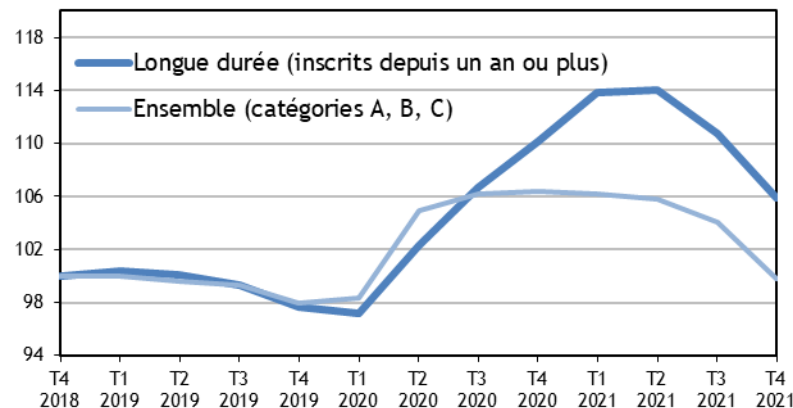
* « Durée de chômage (2^e trimestre 2021) », Statistiques et indicateurs, septembre 2021, Pôle emploi.

Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA
(catégories A, B, C, en %)

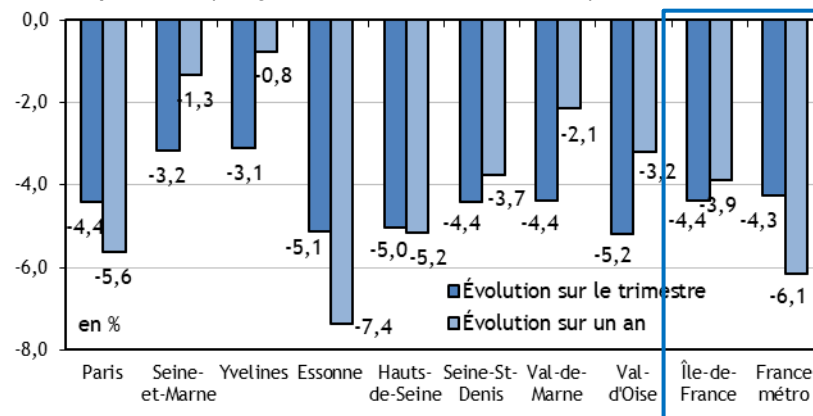
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
4 ^e trim. 2021	13,3	13,6	12,7	11,0	14,7	16,8	13,4	13,3	13,8	13,7
4 ^e trim. 2020	13,8	13,9	13,3	11,8	14,7	17,8	14,3	14,4	14,5	14,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trim. 2018)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

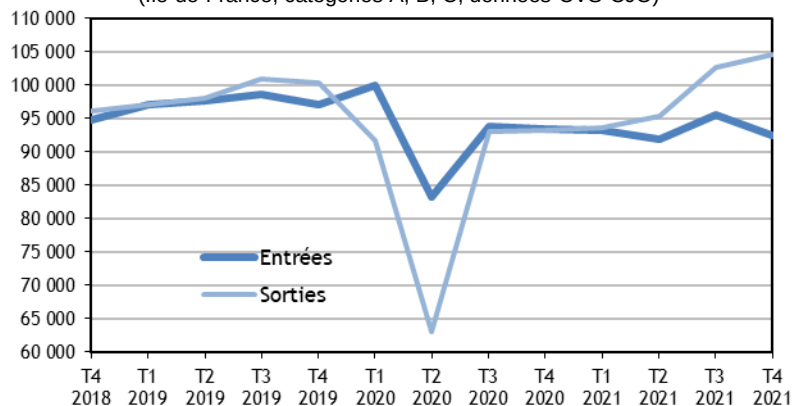
Demande d'emploi et chômage

Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 4^e trimestre 2021

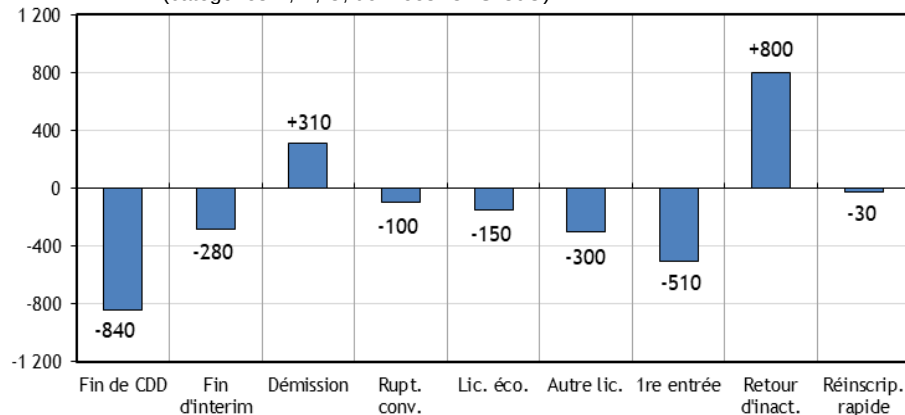
La diminution du nombre de demandeurs d'emploi franciliens en catégories A, B, C sur le quatrième trimestre 2021 intervient dans un contexte de baisse des inscriptions (-3,2 %, soit -3 030) et de hausse des sorties de Pôle emploi (+1,7 %, soit +1 770).

Le grand nombre de motifs indéterminés rend délicate l'interprétation des motifs d'entrée et de sortie. Sur un an, la diminution du nombre d'inscriptions (-1,1 %) s'explique, notamment, par le recul des entrées pour fin de contrat, tandis que les entrées liées aux retours d'inactivité sont en progression. Parallèlement, la hausse du nombre de sorties (+12,2 %) est surtout liée aux reprises d'emploi déclarées ou non.

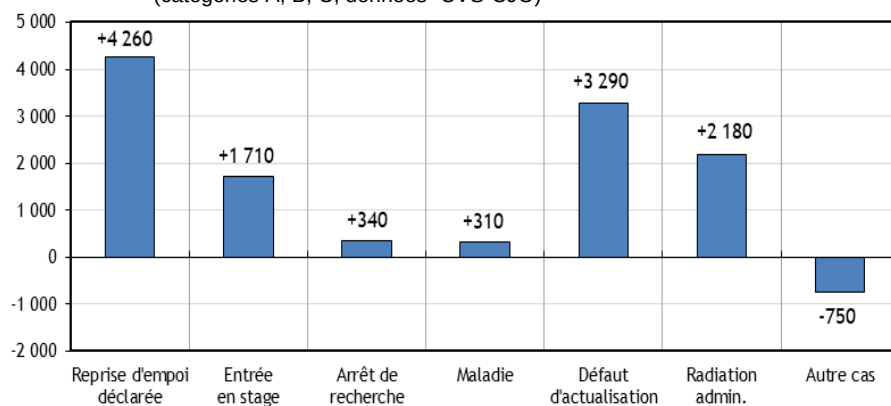
Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Variation sur un an des entrées à Pôle emploi par principaux motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Variation sur un an des sorties de Pôle emploi par principaux motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Le taux de chômage au 3^e trimestre 2021

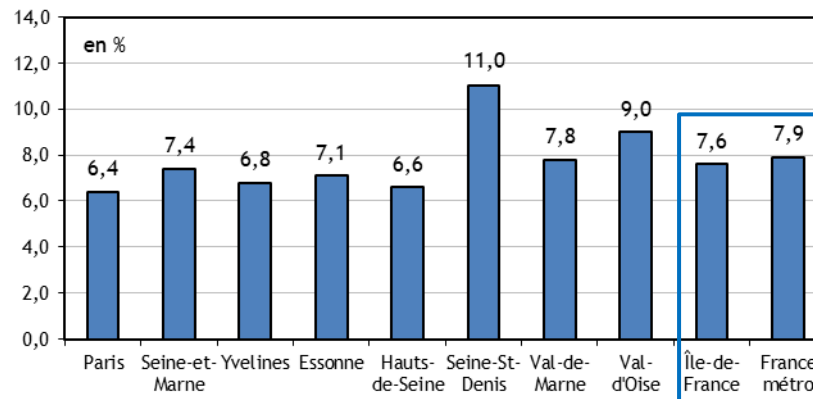
Au troisième trimestre 2021, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est stable (après -0,1 point au deuxième trimestre) à 7,6 % de la population active (Insee), soit +0,4 point au-dessus de son niveau du quatrième trimestre 2019. Cette stabilisation fait suite à une année 2020 marquée par de fortes fluctuations : -0,7 point au deuxième trimestre, puis +2,1 points au troisième trimestre et -0,7 point au quatrième trimestre.

Le taux de chômage francilien est inférieur à celui de France métropolitaine (7,9 %), mais les écarts se sont réduits, car le taux métropolitain est égal à son niveau d'avant-crise (+0,0 point). L'unique autre région métropolitaine dont le taux de chômage est supérieur à son niveau de fin 2019 est le Grand Est (+0,1 point).

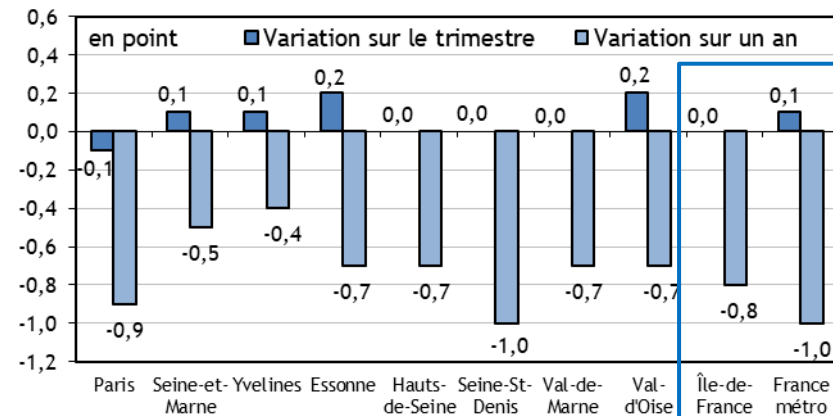
Le taux de chômage augmente de 0,2 point en Essonne et dans le Val-d'Oise par rapport au deuxième trimestre. Dans les autres départements d'Île-de-France, le taux de chômage est quasi stable. Les taux de chômage les plus hauts se trouvent en Seine-Saint-Denis (11,0 %), dans le Val-d'Oise (9,0 %) et le Val-de-Marne (7,8 %). Les plus faibles se trouvent à Paris (6,4 %), dans les Yvelines (6,8 %) et dans les Hauts-de-Seine (6,6 %).

En France entière (hors Mayotte), « la quasi-stabilité du taux de chômage résulte tout à la fois du fort dynamisme de l'emploi et de celui de la population active ». (Insee, Informations Rapides n°295 du 19/11/2021).

Taux de chômage localisé au 3^e trimestre 2021
(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 2^e trimestre 2021 et le 3^e trimestre 2021 (données CVS-CJO semi-définitives)



Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi au 4^e trimestre 2021

Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de Pôle emploi, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion de l'emploi.

Au quatrième trimestre 2021, 49 980 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 35 410 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

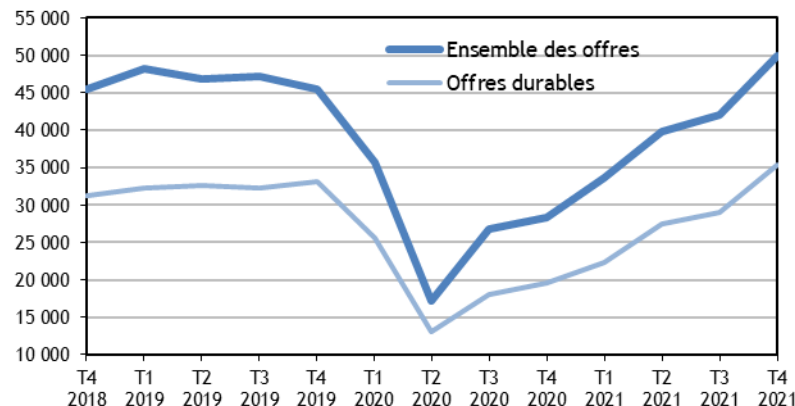
Les offres d'emploi augmentent très nettement sur le trimestre : +19,0 % pour l'ensemble des offres et +22,1 % pour les offres durables (contre respectivement +14,8 et +18,9 % en France métropolitaine).

Ainsi, après avoir perdu 62,3 % entre le quatrième trimestre 2019 et le deuxième trimestre 2020, le nombre d'offres d'emploi est supérieur à son niveau d'avant-crise.

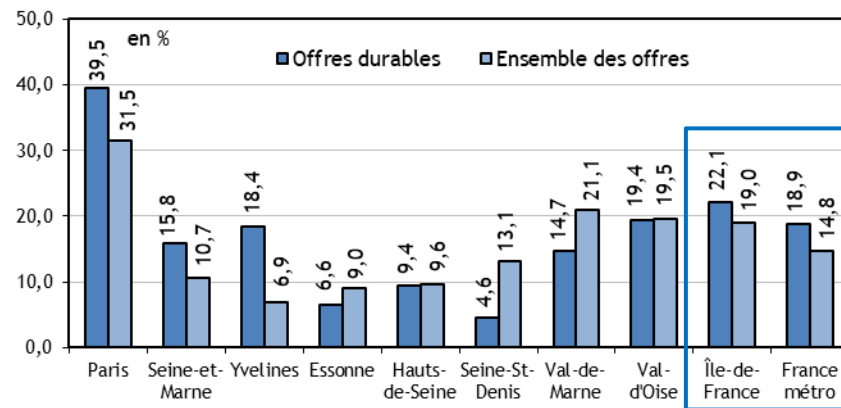
Au sein de la région, Paris est le département qui enregistre la plus forte hausse du nombre d'offres d'emploi sur le trimestre. L'augmentation est plus modérée en Essonne, dans les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis.

* Ensemble des offres directement déposées à Pôle emploi.

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 3^e trimestre 2021

Près de 1 920 900 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au troisième trimestre 2021 en Île-de-France, dont 544 350 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

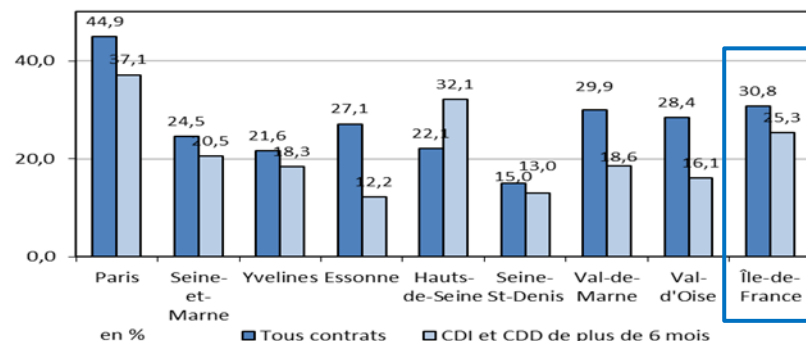
Au troisième trimestre 2021, le nombre de DPAE augmente nettement en Île-de-France par rapport au même trimestre 2020 : +30,8 % pour l'ensemble des contrats et +25,3 % pour les contrats durables. Cette hausse doit être relativisée car le nombre d'intentions d'embauches était encore faible au troisième trimestre 2020, du fait de la crise sanitaire.

Au sein de la région, Paris affiche les plus fortes hausses sur la période (+44,9 % pour l'ensemble des contrats et +37,1 % pour les contrats durables). La Seine-Saint-Denis enregistre la plus faible progression des huit départements (+15,0 % tous contrats confondus).

Les DPAE en contrats durables augmentent plus fortement dans les services (+29,7 %), que dans l'industrie (+24,6 %) et le commerce (+23,8 %). Elles baissent dans la construction (-0,7 %).

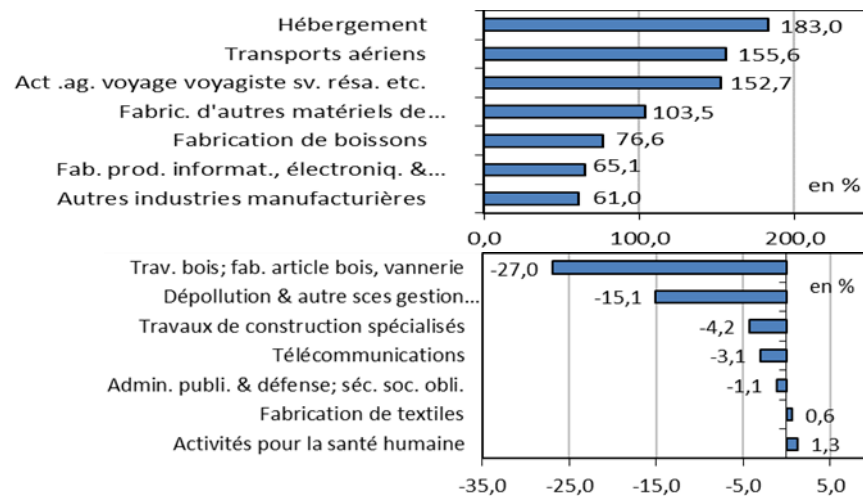
Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (hébergement, transports aériens, activités d'agence de voyage) et ceux qui connaissent les plus faibles progressions (travail du bois et fabrication d'articles en bois, dépollution et autres services de gestion des déchets, travaux de construction spécialisés).

Évolution annuelle des DPAE par département (T3 2021 / T3 2020)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs

7 plus fortes hausses / 7 plus faibles progressions (T3 2021 / T3 2020)



L'activité intérimaire au 3^e trimestre 2021

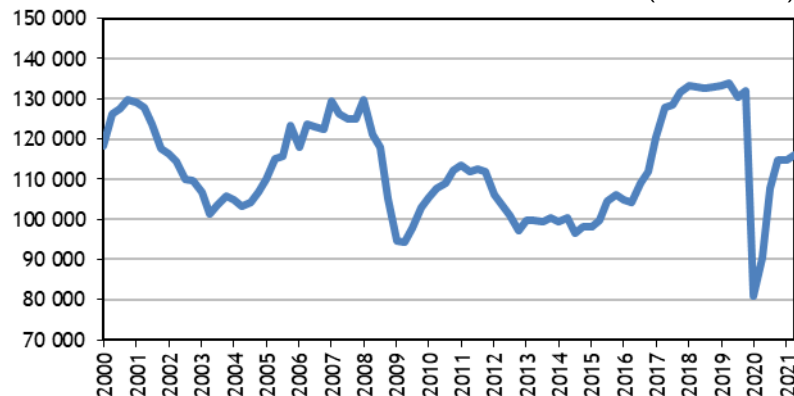
Après un ralentissement au premier semestre 2021, le nombre d'intérimaires en Île-de-France croît nettement au troisième trimestre : +5,1 %, soit +5 900 intérimaires (après +1,2 % au deuxième trimestre). Ainsi, l'emploi intérimaire se rapproche de son niveau d'avant-crise : fin septembre 2021, le nombre d'intérimaires correspond à 92,5 % de son niveau de fin décembre 2019, contre 99,0 % à l'échelle métropolitaine. En France métropolitaine, l'emploi intérimaire augmente moins sensiblement (+1,6 %).

La progression du nombre d'intérimaires dans l'industrie (+2,8 %, soit +500) concerne principalement la production et distribution d'eau, l'assainissement, gestion des déchets et dépollution, la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et la fabrication de machines.

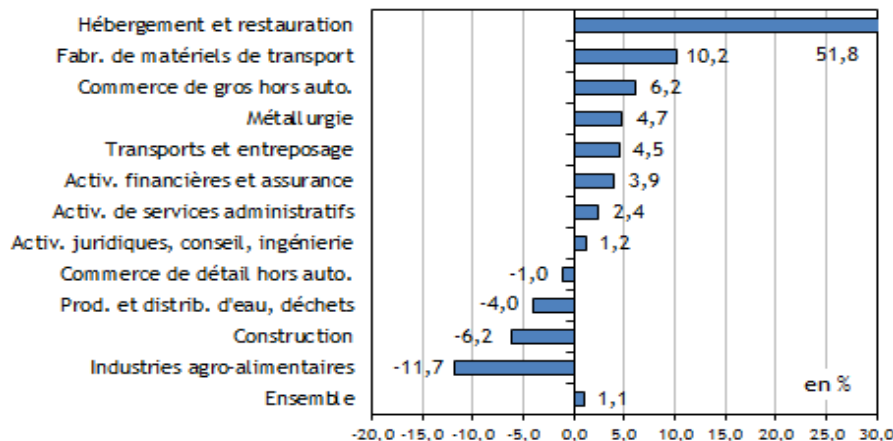
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires repart légèrement à la hausse (+0,8 % après -6,2 % au deuxième trimestre). Il se rapproche ainsi de son niveau d'avant crise.

Le nombre d'intérimaires dans le tertiaire augmente de nouveau (+7,2 %, soit +5 200, après +3,9 % au deuxième trimestre). Cette hausse est principalement due à celles de l'hébergement-restauration (+1 600), du commerce (+1 200) et du transport et entreposage (+1 100). Le tertiaire est en conséquence à 92,8 % de son niveau de fin décembre 2019, contre 104,5 % à l'échelle métropolitaine. En particulier, l'emploi intérimaire dans l'hébergement-restauration a doublé en un trimestre (+106,9 % après +50,2 %) ; cependant, ce secteur n'emploie toujours que deux tiers (68,1 %) du nombre d'intérimaires qu'il employait fin décembre 2019.

Évolution du nombre d'intérimaires en fin de trimestre (données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires franciliens en fin de trimestre par principaux secteurs d'activité (données CVS)



L'emploi salarié au 3^e trimestre 2021

À partir de la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. Ont ainsi été ajoutés l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Au niveau géographique le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

Au troisième trimestre 2021, en Île-de-France, l'emploi salarié augmente de nouveau : +0,7 % après +1,1 % au deuxième trimestre, soit +40 000 emplois par rapport au deuxième trimestre. Cette progression suit celle du secteur privé : +0,8 % après +1,3 % (soit +36 800). L'emploi salarié du secteur public croît, lui, de 0,3 %.

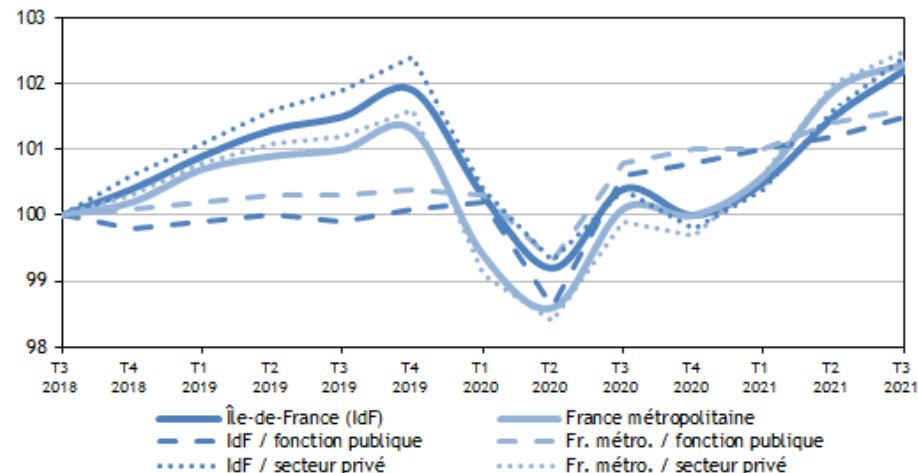
Sur le trimestre, la hausse est moins forte en France métropolitaine (+0,4 % après +1,2 %).

Sur un an, la progression atteint 1,8 % dans la région (+ 96 150 dans le secteur privé et +10 330 dans la fonction publique), contre +2,2 % en France métropolitaine. Privé comme public ont désormais retrouvé leur niveau d'avant-crise.

Sur le trimestre, l'emploi salarié augmente dans l'ensemble des départements d'Île-de-France, à l'exception de la Seine-et-Marne où il est stable. En Seine-et-Marne, dans les Yvelines, dans les Hauts-de-Seine et dans le Val-de-Marne, l'emploi salarié reste à un niveau inférieur à celui d'avant-crise.

Sur un an, la progression de l'emploi salarié francilien varie de +0,5 % dans les Yvelines à +2,6 % à Paris.

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 3^e trimestre 2018)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T3 2021	T3 2021 / T2 2021		T3 2021 / T3 2020	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 870 110	22 250	1,2	46 870	2,6
Seine-et-Marne	470 710	100	0,0	2 700	0,6
Yvelines	537 230	1 320	0,2	2 740	0,5
Essonne	459 760	1 700	0,4	5 990	1,3
Hauts-de-Seine	1 076 260	6 710	0,6	15 770	1,5
Seine-Saint-Denis	644 360	3 150	0,5	14 170	2,2
Val-de-Marne	539 680	3 010	0,6	10 840	2,1
Val-d'Oise	386 510	1 780	0,5	7 390	1,9
Île-de-France	5 984 620	40 020	0,7	106 480	1,8
France métro.	25 213 500	106 290	0,4	535 120	2,2

L'emploi salarié par secteur au 3^e trimestre 2021

Au troisième trimestre 2021, la hausse de l'emploi salarié francilien est induite par celle du tertiaire marchand hors intérim (+1,0 % après +1,5 %, soit +37 300 salariés sur le trimestre) et par celle de l'intérim (+4,2 % après +1,8 %, soit +4 900 salariés).

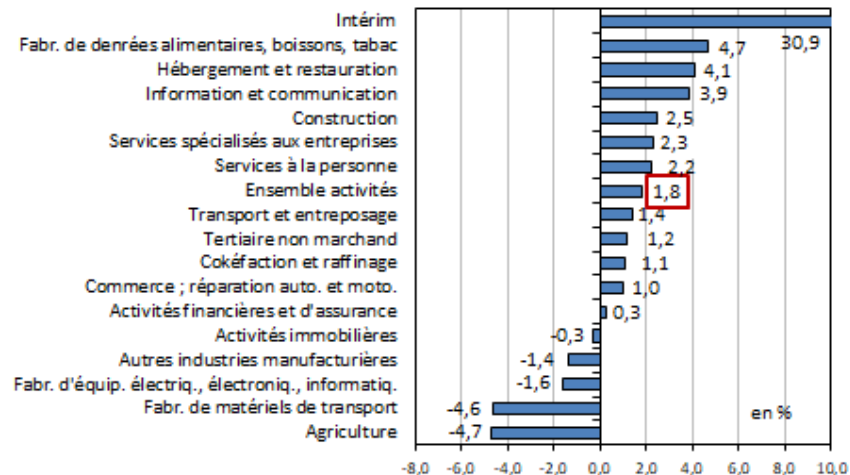
L'emploi salarié dans l'industrie est quasi stable depuis trois trimestres (+0,1 %), mais ses variations sont inégales selon les secteurs. En effet, si les effectifs d'emploi salarié de la fabrication de matériels de transports ont baissé pour le neuvième trimestre consécutif (-1,5 % après -0,8 %, soit -1 000), ceux de la fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac augmentent nettement depuis trois trimestres (+1,8 % après +1,2 %, soit +1 000).

L'emploi salarié dans la construction se replie sur le trimestre (-0,6 % après +0,3 %, soit -1 800). Cette baisse est supérieure à celle de France métropolitaine (-0,2 % après +0,3 %).

La forte augmentation de l'emploi salarié dans le tertiaire marchand hors intérim provient, notamment, du dynamisme de l'hébergement-restauration (+3,4 % soit +10 400), des activités spécialisées, scientifiques et techniques, des activités de services administratifs et de soutien (+1,1 % soit +10 400), des autres activités de service (+2,2 % soit +8 000) et du commerce (+0,7 % soit +5 000). Cette augmentation du tertiaire marchand hors intérim est du même ordre de grandeur que celle de France métropolitaine (+0,8 % après +2,2 %).

L'emploi salarié dans le tertiaire non-marchand est stable en Île-de-France (après +0,5 %) comme en France métropolitaine (+0,1 % après +0,3 %).

Évolution de l'emploi salarié entre le 3^e trimestre 2020 et le 3^e trimestre 2021 dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T3 2021	T3 2021 / T2 2021		T3 2021 / T3 2020	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	6 110	-160	-2,5	-300	-4,7
Industrie	424 360	460	0,1	-2 910	-0,7
Construction	316 270	-1 840	-0,6	7 800	2,5
Commerce	709 560	4 960	0,7	7 120	1,0
Services marchands hors intérim	2 892 880	32 300	1,1	64 400	2,3
Tertiaire non marchand	1 513 220	-620	0,0	17 900	1,2
Intérim	122 220	4 920	4,2	12 480	11,4
Secteur privé	4 840 070	36 810	0,8	96 150	2,0
Fonction Publique	1 144 550	3 200	0,3	10 330	0,9
Ensemble des secteurs	5 984 620	40 020	0,7	106 480	1,8

Tensions sur le marché du travail

Les tensions sur le marché du travail francilien au 4^e trimestre 2021

Les statistiques sur la demande d'emploi par métier demandé et sur les métiers en tension ne sont plus diffusées car la mise en place de nouvelles procédures de production à Pôle emploi a affecté leur qualité.

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,51 point en moyenne au quatrième trimestre 2021, soit 51 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » augmente de 0,22 point par rapport à celui du quatrième trimestre 2020. Cette évolution s'explique par une très forte hausse du nombre d'offres d'emploi collectées (+74 % sur un an).

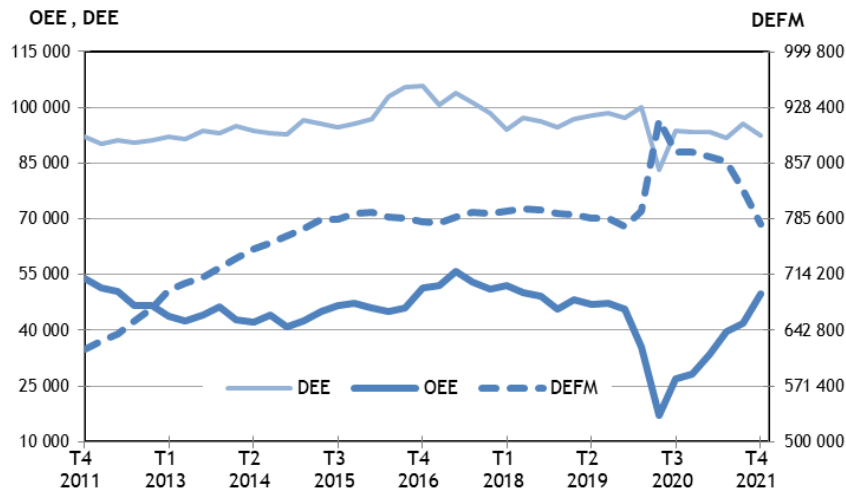
De son côté, le recul du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B (-10,6 % en données brutes) va dans le sens d'un accroissement des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement est en hausse sur le trimestre : 60,9 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au quatrième trimestre 2021. Ce taux est supérieur à son niveau du quatrième trimestre 2020 (54,3 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 70,9 %. Il gagne 2,0 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (73,8 %) est moins élevé qu'au trimestre précédent (77,7 %) et qu'au quatrième trimestre 2020 (76,9 %).

Les tensions sur le marché du travail



OEE : offres d'emploi ; DEE : Demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B.

Les demandes d'activité partielle au 4^e trimestre 2021

En Île-de-France, au cours du quatrième trimestre 2021, plus de 24500 décisions d'autorisations d'activité partielle* ont été notifiées par les services des Drieets/Ddets. Le nombre de décisions est en forte baisse par rapport au trimestre précédent. Elles correspondent à 333 millions d'heures autorisées à être chômées.

Paris, avec 10 000 autorisations, concentre 33 % des heures d'activité partielle dans la région, ce qui correspond à plus de 110 millions d'heures autorisées. Plus de 40 % de ces dossiers sont dans le secteurs de l'hôtellerie-restauration.

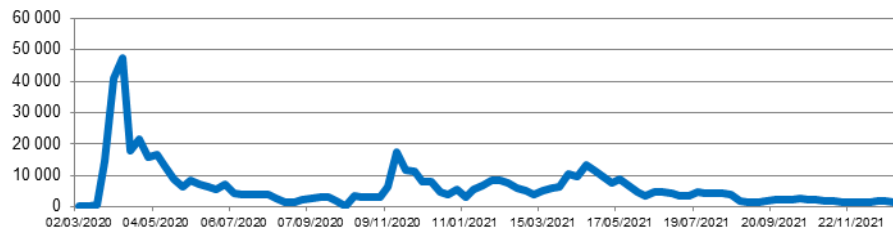
Entre le 1^{er} mars 2020 et le 30 novembre 2021, plus de 590 000 décisions d'autorisations d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Drieets/Ddets Île-de-France, avec un pic au cours de la semaine du 6 avril 2020 (près de 50 000 décisions en une semaine). Ensuite, on constate une baisse progressive, puis un rebond en novembre et en avril 2021, pour atteindre en moyenne seulement 8 000 autorisations par mois sur le quatrième trimestre 2021.

Ce sont toujours les mêmes trois secteurs qui concentrent près de 70 % du nombre d'heures autorisées : l'hébergement-restauration (34 %), le transports et entreposage (22 %) et les activités de services administratifs et de soutien (12 %).

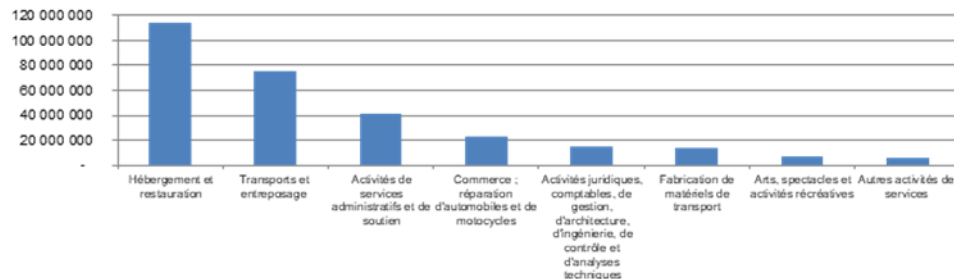
* Habituellement, on utilise dans cette synthèse uniquement les décisions ayant le motif de recours « Conjoncture économique ». En raison du contexte actuel, cette synthèse regroupe tous les motifs.

Autorisations d'activité partielle et heures associés au T4 2021	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	24 521	10 138	1 697	2 044	1 398	3 026	2 483	1 994	1 741
octobre	9 836	4 178	608	800	556	1 306	937	768	683
novembre	7 174	3 123	509	539	385	887	764	538	429
décembre	7 511	2 837	580	705	457	833	782	688	629
heures (en milliers)	333 876	110 286	20 297	38 234	13 714	39 315	75 439	17 939	18 652
octobre	121 448	44 153	6 947	24 100	4 017	17 299	8 999	9 576	6 357
novembre	109 667	39 873	5 250	7 725	6 230	12 693	27 924	3 286	6 685
décembre	102 761	26 260	8 100	6 409	3 466	9 322	38 516	5 077	5 611

Évolution hebdomadaire du nombre d'autorisations d'activité partielle depuis le 1^{er} mars 2020



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 4^e trimestre 2021



Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 4^e trimestre 2021

Au quatrième trimestre 2021, 39 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 13 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 2 860 emplois menacés* par des PSE et 5 720 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Après un nombre global d'emplois menacés en baisse depuis le troisième trimestre 2021, le nombre a augmenté au quatrième trimestre : T2 2020 (9 700), T3 2020 (14 900), T4 2020 (22 300), T1 2021 (15 300), T2 2021 (5 800), T3 2021 (2 700) et T4 2021 (8 700).

Au quatrième trimestre 2021, le secteur des activités financières et d'assurance cumule le plus d'emplois menacés (4 400). Le secteur de la recherche et développement est toutefois le plus affecté en proportion à l'emploi local qu'il représente, soit 900 emplois menacés correspondant à 2,2 % des salariés de ce secteur. Le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé à Paris, où l'impact sur l'emploi local est aussi le plus élevé.

En 2021, six secteurs concentrent plus de 70 % des emplois menacés par des PSE et des RCC : les transports et entreposage (8 100 emplois menacés), les activités financières et d'assurance (5 300), le commerce (3 300), l'hébergement et la restauration (2 900), la fabrication de matériel de transport (2 100) et les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (2 000).

* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

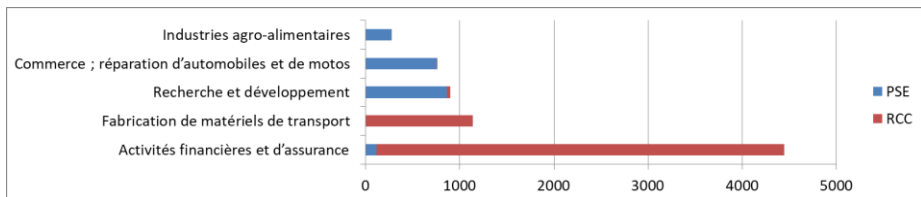
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS d'Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
PSE au T4 en 2021	39	10	0	1	2	14	6	4	2
PSE en 2021 (T1 au T4)	249	85	5	10	19	73	24	14	19
RCC au T4 en 2021	13	4	0	1	1	6	1	0	0
RCC en 2021 (T1 au T4)	59	16	3	9	1	21	7	1	1

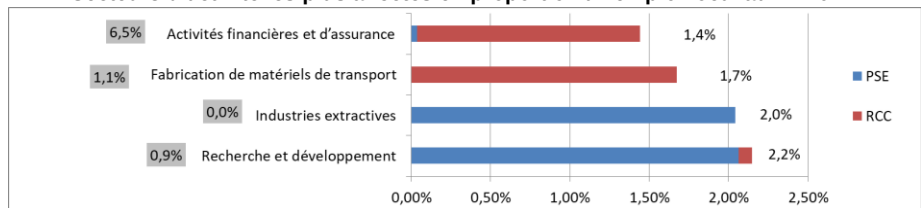
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par territoire impacté	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T4 en 2021	2 860	630	10	300	320	1 250	180	120	50
Emplois menacés par des PSE en 2021 (T1 au T4)	23 080	5 690	830	1 030	990	5 240	1 900	3 190	4 210
Emplois menacés par des RCC au T4 en 2021	5 720	4 330	- de 10	830	110	370	60	20	- de 10
Emplois menacés par des RCC en 2021 (T1 au T4)	9 250	4 670	40	1 890	110	1 940	330	170	100

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T4 2021



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion à l'emploi local au T4 2021



Poids dans l'emploi francilien (à gauche)
Emplois menacés dans l'ensemble des établissements localisés en Île-de-France pour 100 salariés (à droite)

Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation

Directeur de publication : Gaëtan Rudant

Étude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@drieets.gouv.fr
Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers
Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Drieets Île-de-France sont téléchargeables sur <https://idf.drieets.gouv.fr>



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**